

Des « boutons d'alerte » dans les écoles juives pour lutter contre l'antisémitisme en Auvergne-Rhône-Alpes



Une cérémonie de commémoration de la tuerie de l'école juive Ohr Torah à Toulouse, le 5 novembre 2019. (FRED SCHEIBER/SIPA)

Ce projet mené par le président du Conseil régional permettra « d'envoyer un SMS, la géolocalisation de l'utilisateur, de lancer un appel de secours ou encore de déclencher un enregistrement » en cas d'alerte.

Les établissements scolaires juifs de la région Auvergne-Rhône-Alpes peuvent dès à présent être dotés de « boutons d'alerte » pour faire face à la [recrudescence des actes antisémites](#) en France, a annoncé ce jeudi 9 novembre le président du Conseil régional Laurent Wauquiez.

« Des boutons d'alertes très simples » pour alerter en cas d' « une intrusion, une tentative d'agression, un acte terroriste » vont être mis en place dans la dizaine d'établissements juifs de la région Auvergne-Rhône-Alpes, a déclaré lors d'une conférence de presse l'élu LR sur la sécurité en milieu scolaire à la Maison du Consistoire.

Évoquant la multiplication des actes antisémites depuis les attaques sanglantes du Hamas contre Israël le 7 octobre, Laurent Wauquiez a souligné que « derrière ce sont des enfants qui vont à l'école en ayant peur, ce sont des familles qui renoncent à emmener leurs enfants à l'école. Ce sont des sorties scolaires, des sorties sportives qui sont annulées ».

« Il faut des actes et notre responsabilité c'est aussi de protéger », a-t-il déclaré.

335 boutons reliés à « un service de sécurité de la communauté »

Quelque 335 boutons « connectés » et « non visibles », fonctionnant sur le même principe que ceux distribués depuis 2021 pour signaler des violences faites aux femmes, seront donnés aux directeurs et enseignants de la dizaine d'établissements juifs

de la région, reliés à « *un service de sécurité de la communauté* » qui centralisera avant de transmettre aux forces de l'ordre.

De plus 900 exemplaires ont été commandés, explique pour sa part la Région pour 45 000 euros.

A terme, le dispositif devrait directement être relié « *aux commissariats et à la gendarmerie* » a souhaité le président du Conseil régional qui a également annoncé la mise à disposition de minibus pour les sorties scolaires des élèves de ces établissements.

Dotés de différentes fonctionnalités, ils permettent, « *selon les besoins, d'envoyer un SMS, la géolocalisation de l'utilisateur, de lancer un appel de secours ou encore de déclencher un enregistrement pour la captation d'éléments matériels* » dans une situation de danger.

L'application téléphone fournit également une carte qui liste notamment tous les accès au premier secours à proximité (postes de police et gendarmerie, hôpitaux).

La production de ces dispositifs, appelés « *Monsherif* », est assurée par l'entreprise Domie digital, située à Marcilly-d'Azergues (Rhône), selon la même source.

486 interpellations

Le 5 novembre, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a affirmé sur France 2 que les actes antisémites avaient « *explosé* » en France depuis le 7 octobre avec 1 040 actes recensés.

« DRAGONS CÉLESTES » ET THÉORIES COMLOTISTES : L'ANTISÉMITISME PROLIFÈRE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Selon ce dernier, « *486* » personnes ont par ailleurs été interpellées pour des actes antisémites, dont « *102 étrangers* » .

Dimanche, comme d'autres grandes villes, une marche contre l'antisémitisme est organisée à Paris par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat pour protester contre la multiplication des actes antisémites sur le territoire.